

**ASSOCIATION UDAF 82
UNION DEPARTEMENTALE DES
ASSOCIATIONS FAMILALES 82**

Siège social : 3, place Alexandre 1^{er} – 81000 Montauban
Siret : 777 306 366

**Rapport du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

**A l'Assemblée générale de
L'ASSOCIATION UDAF 82,**

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION UDAF 82 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance.

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations.

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Nous avons été nommés par votre Assemblée Générale en date de 2021 et ce, pour les exercices allant de 2021 à 2026.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre collectif.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Muret, le 22 mai 2025



Xavier Molina
Commissaire Aux Comptes

ACTIF	Brut 2024	Amortissement	Net 2024	Net 2023
Actifs immobilisés				
Immobilisations incorporelles	89 513	82 856	6 657	259
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs	89 513	82 856	6 657	259
Immobilisations corporelles	2 690 301	1 708 044	982 257	1 038 631
Constructions	2 214 149	1 356 162	857 987	928 121
Installations techniques, matériel et outillage industriel	17 850	4 115	13 735	14 831
Autres immobilisations corporelles	447 107	347 767	99 340	95 679
Immobilisations corporelles en cours	11 194		11 194	
Immobilisations financières	177 847		177 847	175 866
Prêts	98 507		98 507	98 507
Autres immobilisations financières	79 340		79 340	77 359
TOTAL I	2 957 660	1 790 900	1 166 761	1 214 756
Actif circulant	850 266	0	850 266	735 207
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	134 123		134 123	201 505
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	716 143		716 143	533 702
Valeurs mobilières de placement	99 042		99 042	96 387
Disponibilités	1 420 396		1 420 396	2 633 183
Charges constatées d'avance	20 978		20 978	14 537
TOTAL II	2 390 682		2 390 682	3 479 313
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	5 348 342	1 790 900	3 557 443	4 694 069

Bilan Passif des Associations Udaf 82

Périodes de : 01/2024 à 12/2024

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres statutaires	350 271	350 271
Réserves	1 182 293	1 243 527
Report à nouveau	- 990 263	- 790 253
Excédent ou déficit de l'exercice	- 175 140	- 261 243
Situation nette (sous total)	367 161	542 301
Subventions d'investissement		6 281
TOTAL I	367 161	548 582
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	58 210	96 750
TOTAL II	58 210	96 750
PROVISIONS		
Provisions pour risques	32 696	68 487
Provisions pour charges	395 142	467 859
TOTAL III	427 838	536 346
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	476 422	1 121 360
Emprunts et dettes financières diverses	32 106	34 041
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	148 772	138 934
Dettes fiscales et sociales	699 322	662 665
Autres dettes	1 347 612	1 555 392
Produits constatés d'avance		
TOTAL IV	2 704 234	3 512 391
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	3 557 443	4 694 069

Compte de Résultat des Associations UdaF82

Périodes de : 01/2024 à 12/2024

PRODUITS	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de prestation de service	924 489	846 232
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	4 952 318	4 538 797
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	3 142 736	2 589 644
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	141 204	217 951
Utilisations des fonds dédiés	96 750	21 140
Autres produits	29 814	383 427
TOTAL I	6 144 574	6 007 547
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	1 750 158	1 758 019
Aides financières	18 321	23 254
Impôts, taxes et versements assimilés	362 242	391 009
Salaires et traitements	2 875 887	2 747 740
Charges sociales	1 066 992	990 094
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	154 319	212 225
Report en fonds dédiés		96 750
Autres Charges	94 452	42 325
TOTAL II	6 322 371	6 261 415
1.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	- 177 797	- 253 868
PRODUITS FINANCIERS		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	7 423	10 085
TOTAL III	7 423	10 085
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	8 077	11 162
TOTAL IV	8 077	11 162
2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)	- 653	- 1 077
3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	- 178 450	- 254 945
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	7 833	14 575
Sur opérations en capital		1 147
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	7 833	15 722
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	4 522	22 020
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	4 522	22 020
4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	3 310	6 299
Total des produits (I+III+V)	6 159 830	6 033 354
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	6 334 970	6 294 597
EXCEDENT OU DEFICIT	- 175 140	- 261 243

ANNEXE COMPTES 2024 – UDAF82

1 – REGLES ET METHODES COMPTABLES :

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- *Continuité de l'exploitation,*
- *Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,*
- *Indépendance des exercices.*

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts d'acquisition.

Depuis le 01/01/2008 les services de Protection Juridique des Majeurs et les Mesures Judiciaires Aide à la Gestion au Budget Familial relevant de la dotation globale financière, les services ont intégré le plan comptable des ESMS privés (Etablissements Sociaux et Médicaux Sociaux) fixé aux l'arrêtés du 12 décembre 2007 et du 10 novembre 2008 relatifs à l'instruction budgétaire et comptable M22. Dans un souci d'harmonisation, nous avons appliqué les mêmes règles de présentation à l'Action Familiale UDAF.

2 AFFECTATION DU RESULTAT DES ANNEES N-1 ET N :

N-1 Le résultat consolidé de l'exercice 2023 s'élevait à -261 243.46 € et se décomposait de la manière suivante :

<i>INSTITUTION ACTION FAMILIALE</i>	<i>+ 85 449.20 €</i>
<i>POLE FAMILLE</i>	<i>- 193 504.42 €</i>
<i>POLE LOGEMENT</i>	<i>- 116 796.52 €</i>
<i>PROTECTION JURIDIQUE DES MAJEURS</i>	<i>- 39 034.30 €</i>
<i>MJAGBF</i>	<i>+ 2 642.58 €</i>

L'Assemblée Générale du 13/06/2024 a affecté le résultat de l'Action familiale selon la proposition du Conseil d'Administration du 30/04/2024 de la manière suivante :

INSTITUTION

<i>Report à nouveau débiteur</i>	<i>-310 300.94 €</i>
<i>Report à nouveau créditeur</i>	<i>+85 449.20 €</i>

*PROTECTION JURIDIQUE DES
MAJEURS*

Sous- contrôle de tiers financeurs MJPM - 39 034.30 €
Sous-contrôle de tiers financeurs MJAGBF + 2 642.58 €

N- Le résultat consolidé de l'exercice 2024 s'élève à – 175 139.70 € et se décompose de la manière suivante :

<i>INSTITUTION action familiale</i>	<i>+ 81 780.91 €</i>
<i>POLE FAMILLE</i>	<i>- 217 191.15 €</i>
<i>POLE LOGEMENT</i>	<i>1 884.67 €</i>
<i>PROTECTION JURIDIQUE DES MAJEURS</i>	
<i>Sous- contrôle de tiers financeurs MJPM</i>	<i>- 28 340.83 €</i>
<i>MJAGBF</i>	<i>- 13 273.30 €</i>
<i>Sous- contrôle de tiers financeurs MJAGBF</i>	

L'Assemblée Générale du 03/06/2025 affectera le résultat de l'Action familiale selon proposition du Conseil d'Administration du 17/04/2025 qui a arrêté les comptes.

3 AUTRES DEPENSES NON OPPOSABLES TIERS FINANCEURS

Variation provision congés payés 2023/2024
-MJPM : + 7 040.67 €
-MJAGBF : + 1 570.14 €

4 PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

4 a- PROVISION INDEMNITE DE DEPART A LA RETRAITE

<i>153000 Provision départ retraite</i>	
<i>Au 01/01/2024</i>	<i>467 858 .69 €</i>
<i>REPRISE de l'exercice</i>	<i>- 72 717.14 €</i>
<i>TOTAL</i>	<i>395 141.55 €</i>

4 b- PROVISION POUR RISQUE

Une provision pour risque avait été constituée en 2019 en couverture du risque opposant l'UDAF 82 et le bailleur des locaux du CAO à PARISOT sur l'état des locaux et des VRD du site pour un montant de 50 000.00€.
Cette provision est maintenue partiellement sur 2021 pour 30 000€.

Au 31/12/2023, elle a été maintenue.

Au 31/12/2024, cette provision a été reprise pour sa totalité, les propriétaires ayant été déboutés de leur demande (Jugement du 28 Janvier 2025)

Une provision pour Heures avait été constituée en 2021. Lors de clôture de l'exercice, cette provision est estimée à 32 696.05 €.

5 - EMPRUNTS CAISSE D'EPARGNE & BANQUE POSTALE

-Trois emprunts ont été contractés en 2014 auprès de la Caisse d'Epargne Midi-Pyrénées finançant la réalisation des travaux réalisés sur la période 2013-2014.

Emprunt de 69 200€ sur 14 ans taux 2.20% pour l'aménagement et réhabilitation des locaux du bâtiment GARISSON (Bureau direction et salle de réunion).

-Capital restant dû au 31/12/2024 : 19 787.68 €

Emprunt de 93 500€ sur 14 ans taux 2.20% pour la climatisation et chauffage des locaux de l'UDAF 82 3 PLACE ALEXANDRE 1^{er} (RDC ET ETAGE).

-Capital restant dû au 31/12/2024 : 26 736.10 €

Emprunt de 175 000€ sur 14 ans taux 2.20% pour la réhabilitation du rez- de-chaussée pour l'accueil du public et les bureaux du secrétariat de l'UDAF 82 3 PLACE ALEXANDRE 1^{er}.

-Capital restant dû au 31/12/2024 : 56 714.12 €.

Garantie :

La Compagnie Européenne de Garantie et de Caution est caution simple de ces trois emprunts en faveur de la Caisse d'Epargne.

Un emprunt a été contracté en novembre 2018 auprès de la BANQUE POSTALE garanti par un gage de prêteur de denier.

Emprunt de 270 000€ sur 15 ans, taux 1.25% pour l'acquisition des locaux du 5 boulevard GARRISSON accueillant le Pôle Famille (RDC+1^{ER} étage).

-Capital restant dû au 31/12/2024 : 166 558.63 €.

Un emprunt « TRAVAUX » a été contracté en janvier 2019 auprès de la BANQUE POSTALE.

Emprunt de 30 000€ sur 10 ans taux 0.97% pour la réfection et l'aménagement des locaux du 5 boulevard GARRISSON accueillant le Pôle Famille (RDC+1^{ER} étage).

-Capital restant dû au 31/12/2024 : 12 602.51 €.

*Emprunt de 100 000€ sur 12 ans taux 0.79% pour la salle de réunion du
pôle famille 5 BOULEVARD GARISSON
-Capital restant dû au 31/12/2024 : 80 615.89 €.*

*Emprunt de 138 000€ sur 10 ans taux 2.170% pour l'achat des bureaux
de la gouvernance 3 BOULEVARD GARISSON
-Capital restant dû au 31/12/2024 : 110 585.33 €.*

6 – IMMOBILISATIONS

*L'UDAF a acquis en 2024 pour un montant de 60 452.20
€ d'immobilisations avec comme principaux investissements :*

<i>Logiciel (Crypto AIVS)</i>	<i>8 712.00 €</i>
<i>Installations</i>	<i>12 269.42 €</i>
<i>Véhicule</i>	<i>9 000.00 €</i>
<i>Matériel de bureau et informatique</i>	<i>30 470.78 €</i>
<i>(Dont Serveur et onduleur 19 796.92€)</i>	

7 – AMORTISSEMENTS

*Les durées habituelles d'amortissement des immobilisations de l'UDAF
sont :*

*Démolition 20 ans
Menuiserie alu 20 ans
Menuiserie bois 20 ans
Plâtrerie isolation 20 ans
Electricité 10 ans
Plomberie 10 ans
Sol souples 10 ans
Peintures 10 ans
Assistance maîtrise œuvre 10 ans
Matériel informatique 3 ans
Mobilier de bureau 10 ans*

*Les mêmes durées ont été appliquées en 2013 aux aménagements
et réhabilitation des locaux GARISSON.*

-Aménagement Pôle FAMILLE (5 BD GARISSON) 49302.12€ amorti par

lots métiers sur une période de 12 ans.

Il est à noter que la durée des amortissements des immeubles a été allongé de 25 à 30 ans.

Total dotation aux amortissements 2024 : 115 520.95 €

8 – DEPOTS ET CAUTIONNEMENT

Cautionnement au 31/12/2024 : 79 340.27 €

9 – CREANCES ET DETTES

Créances : 134 123.24 €

Autres Créances : 716 142.97 €

<i>Dont Contrat IFC AG2R</i>	<i>186 693.93 €</i>
<i>Dont Subventions à recevoir</i>	<i>375 908.82 €</i>
<i>Dont Subvention (Ségur)</i>	<i>129 027.27 €</i>

Dettes : 2 704 234.30 €

<i>Dont Emprunts et dettes auprès des Ets de crédit</i>	<i>476 422.37 €</i>
<i>Dont Emprunts et dettes financières divers</i>	<i>32 105.76 €</i>
<i>Dont Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	<i>148 772.46 €</i>
<i>Dont Dettes fiscales et sociales</i>	<i>699 321.65 €</i>
<i>Dont Autres Dettes</i>	<i>1 347 612.06 €</i>
<i>(Le fonds FSL est de 1 027 323.78 €)</i>	

10 – CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Charges Constatées d'avance au 31/12/2024 : 20 978.11 €

Produits constatés d'avance au 31/12/2024 : Néant

11 – PRODUITS A RECEVOIR

<i>- Remboursement AG2R</i>	<i>1 680.41 €</i>
<i>- Remboursement OPCO</i>	<i>400.00 €</i>

-CAO Frais de procès (Jugement 28/01/2025) 8 718.01 €

12 – FONDS GERES POUR LE CTE DE TIERS (figurant au Bilan)

Concerne les comptes techniques
MJAGBF 305 363.21 €

13 - FONDS GERES POUR LE COMPTE DES MAJEURS.

(Non inscrit au bilan de l'UDAF 82)

Comptes Individuels 8 905 555 €
Comptes de Placements Bancaires 42 182 318 €

14 - AUTRES PRODUITS DE GESTION (Annexe 7588000)

Solde au 31/12/2024 : 19 233.18 €

15 – EVENEMENTS POST-CLOTURE

Le bâtiment situé au 5 Rue Henri Marre a été mis en vente. Le sous seing privé a été signé le 10 Février 2025 pour un montant de 300 000.00 Euros.
Cet évènement n'a pas de conséquence sur la clôture des comptes au 31/12/2024.

**ASSOCIATION UDAF 82
UNION DEPARTEMENTALE DES
ASSOCIATIONS FAMILALES 82**

Siège social : 3, place Alexandre 1^{er} – 81000 Montauban
Siret : 777 306 366

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les
conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames, Messieurs

OPINION

En notre qualité de commissaire aux comptes de l'ASSOCIATION UDAF 82 nous vous présentons notre rapport sur les conventions règlementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Muret, le 22 mai 2025



Xavier Molina
Commissaire Aux Comptes